

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES N° 25-DU103CCH

Marché à procédure adaptée passé en application des articles R 2123 -(1à7) du Code de la Commande Publique en vigueur

**Objet** : Fourniture d'un ensemble stérile poche et tubulures pour le service de pharmacie du Groupe hospitalo-Universitaire APHP. Centre – Université Paris Cité – Site Cochin, de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

**Pour une période de quatre (4) ans à compter de la date de notification**

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	1/13

## Sommaire

<b>ARTICLE I – DEFINITION DU MARCHE</b>	<b>3</b>
I.1 – OBJET	3
I.2 – FORME	3
I.3 – DUREE	3
<b>ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE III – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>3</b>
III.1 - ETABLISSEMENT DES PRIX	4
III.2 – COMMANDES	4
III.3 - LIEUX ET CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES	5
III.4 - CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	6
III.5 – GARANTIE	7
III.6 - MODALITES DE PAIEMENT	7
III.7 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES	9
<b>ARTICLE IV – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
IV.1 - GESTION DU MARCHE	9
IV.2 – VIGILANCES	9
<b>ARTICLE V – CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>10</b>
V.1 - RESILIATION UNILATERALE	10
V.2 - EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	10
<b>ARTICLE VI – DEROGATIONS AU CCAG – FCS</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE VII – DESCRIPTIF TECHNIQUE</b>	<b>11</b>

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

## (C.C.P)

### ARTICLE I – DEFINITION DU MARCHE

#### I.1 – OBJET

Le marché résultant de la procédure adaptée n°2025-DU103CCH a pour objet la fourniture d'un ensemble stérile poche et tubulures pour le service de pharmacie du Groupe hospitalo-Universitaire APHP. Centre – Université Paris Cité – Site Cochin, de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Le détail de la fourniture est précisé dans le Cahier des Clauses Particulières à son descriptif technique.

#### I.2 – FORME

Ce marché est un marché fractionné sous la forme d'un accord cadre à bons de commande passé en application des articles R. 2162-(1 à 6) et R. 2162-(13 à 14) du code de la commande publique en vigueur et conclu pour un montant maximum fixé à 110 000 €HT.

Le titulaire est engagé sur le montant maximum du marché.

#### I.3 – DUREE

Sous réserve des cas de résiliations prévus dans le Cahier des Clauses Administratives Générales et dans le présent document, le marché est conclu pour une durée de quatre (4) ans, à compter de sa notification.

### ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- Le présent Règlement de la consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Les documents techniques présentés par le candidat dans le cadre de la consultation
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence
- Les bons de commande

### ARTICLE III – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

#### III.1 - ETABLISSEMENT DES PRIX

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	3/13

Le Titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur, ainsi qu'aux accords que le Titulaire a pu passer avec l'autorité compétente ; il s'engage à fournir au Pouvoir Adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

### III.1.1 – Caractère et contenu des prix

Le caractère unitaire du prix, est précisé dans l'acte d'engagement.

Les prix unitaires du Bordereau de Prix annexé à l'acte d'engagement, sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le prix unitaire s'entend :

- à l'unité d'emploi
- en euros, avec au maximum 2 décimales
- hors taxes, franco de port et d'emballage à destination, sans qu'il y ait de minimum de commande ou de participation aux frais de traitement.

### III.1.2 - Régime des prix

Le régime des prix est fixé dans l'Acte d'Engagement.

Le tarif retenu est ferme la première année et pourra ensuite être révisé à la demande du titulaire à chaque date anniversaire, à la hausse, en fonction du tarif pratiqué pour l'ensemble de la clientèle du titulaire.

Le prix sera révisable à tout moment en cas de baisse du prix de l'article commandé, que le Titulaire s'engage à répercuter sur le prix consenti à l'AP-HP, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix, selon les références suivantes : baisse du tarif fixé par le Comité Economique des Produits de Santé (CEPS) ou équivalent, lorsqu'il existe ou du tarif général ou particulier clientèle. Le titulaire s'engage à communiquer sans délai son nouveau prix à la Cellule des Marchés du GHU, pour permettre l'ajustement du marché à la baisse.

A cet effet, le titulaire adresse à la Cellule des Marchés, deux mois avant la date anniversaire du marché, la demande d'actualisation de son tarif, assortie de toute justification permettant de l'appuyer.

En tout état de cause, si le nouveau tarif proposé représente une hausse de plus de 5 %, le GHU se réserve la possibilité de dénoncer sans indemnité la part restante du marché.

## **III.2 - COMMANDES**

La commande sera adressée directement au titulaire du marché par le Directeur de l'établissement concerné ou son représentant habilité.

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	4/13

Le bon de commande mentionnera très précisément :

- le numéro du marché
- la prestation commandée
- les quantités commandées
- le lieu de destination
- le délai d'exécution
- le prix hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total de la commande toutes taxes comprises
- Le bon de commande ne peut être passé que pendant la période d'exécution du marché.

### **III.3 - LIEUX ET CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES**

#### **III.3.1 - Conditions générales d'exécution**

Les frais de transport et d'emballage sont à la charge du Titulaire et sont compris dans les prix proposés dans l'offre.

Les conditions de livraison, d'exécution, de transport sont laissées au libre choix du Titulaire sous réserve qu'elles soient en conformité avec les conditions exposées ci-après :

Le transporteur qui livre des produits d'un fournisseur est assimilé à ce fournisseur. Le fournisseur est responsable de son transporteur qui doit respecter le présent CCP.

La livraison de la fourniture est à effectuer à l'adresse suivante :

Hôpital Cochin / Service de la Pharmacie  
Bâtiment Jean DAUSSET  
8 rue Méchain  
75014 Paris

Tout colis endommagé et pouvant présenter des risques quant à l'intégrité de son contenu sera systématiquement refusé.

#### **III.3.2 - Bordereau de livraison**

Le bordereau doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom du fournisseur
- N° du bon de commande
- Le nom des références livrées
- Le code et le libellé du produit (mentionné sur le bon de commande)
- Le N° de lot
- La date de péremption.

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	5/13

### III.3.3 - Documentation devant accompagner la livraison

La livraison faite par le fournisseur ou par un transporteur devra être IMPERATIVEMENT accompagnés du bordereau de livraison.

Ce document sera :

Soit remis sous enveloppe par le chauffeur au service de réception,

Soit disposé sous enveloppe autocollante sur le carton.

### III.3.4 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule suivante :

**1% du montant TTC de la commande par jour ouvré de retard.**

Il est précisé que si le retard dans l'exécution du bon de commande était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les pénalités de retard seront appliquées par réfaction sur la facture payée.

## **III.4 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### III.4.1 - Admission

La pharmacie dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter du lendemain de la date de livraison pour accepter quantitativement la fourniture et d'un délai d'un (1) mois pour accepter qualitativement cette même fourniture.

### III.4.2 - Réfaction et résiliation pour non qualité

En cas de problèmes de qualité rencontrés par les utilisateurs, le titulaire sera mis en demeure de les résoudre dans les plus brefs délais et conformément à l'article 30.3 du C.C.A.G, une réfaction sera appliquée.

Si les problèmes persistent ou apparaissent de façon répétitive, l'AP-HP sera en droit de résilier le marché.

### III.4.3 - Contrôle de conformité en cours d'exécution de marché

En cas de non-conformité, la Direction des Achats aura la possibilité de procéder à la résiliation du marché.

## **III.5 - GARANTIE**

Les produits sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission, pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine.

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	6/13

### III.6 - MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et du code de la commande publique en vigueur

Il sera établi en EUROS.

#### III.6.1 - Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Les factures sont à adresser directement à l'adresse de facturation figurant sur le bon de commande en un seul exemplaire.

Les factures en format dématérialisé sont à adresser à l'APHP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture » ;
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré(marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées TTC ;
- les n° des bons de Commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- le code de service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- les numéros de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une de mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	7/13

le Directeur Spécialisé des Finances Publiques de l'APHP (code FR95267500452) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

### III.6.2 - Délai de paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du chapitre 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services.

L'exécution du marché sera financée par le budget du groupe hospitalier. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique : les sommes dues en exécution d'un marché public sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret à 40€.

Le mode de règlement choisi par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur est le virement par mandat administratif.

### III.6.3 - Acomptes

Il ne sera pas délivré d'acomptes.

## **III.7 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre du marché :

- Pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.
- Pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

S'il existe une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	8/13

## ARTICLE IV – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

### IV.1 - GESTION DU MARCHÉ

Pour éviter tout rejet de facture par le Directeur Spécialisé des Finances Publiques de l'APHP, le titulaire s'engage :

- à veiller que la prestation commandée soit bien référencée dans l'acte d'engagement du présent marché. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- à informer sans délai la Cellule des Marchés du GHU de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires, de transfert de tout ou partie du marché à une autre société ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le Directeur des Achats et de la Logistique du GHU.

### IV.2 - VIGILANCES

Dans le cadre des vigilances, le candidat s'engage à signaler au service de la pharmacie et à la Cellule des marchés du GHU, tout incident survenant sur les produits fournis, en France ou à l'étranger.

En cas de retrait, il s'engage à prendre à sa charge le rapatriement des produits concernés depuis le lieu de stockage.

L'AP-HP se réserve la possibilité de suspendre ou de résilier, aux torts du titulaire, tout ou partie du marché si la vigilance mettait sans conteste en cause un produit objet du marché.

## ARTICLE V – CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES

### V.1 - RESILIATION UNILATERALE

- L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G.

- En application de l'article 41 du CCAG FS la résiliation du marché peut intervenir, aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2142 (1 à 3) à R 2143 (3 à 16) du décret du 5 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur procédera aux frais et risques du déclarant à la résiliation du marché. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	9/13

- Le groupe hospitalier pourra, selon les termes du chapitre VII du CCAG – FCS, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent cahier des clauses particulières ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, le groupe hospitalier pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du titulaire déchu, après notification à ce dernier, et ce, conformément aux dispositions du chapitre VII du CCAG – FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

- Dans le cadre des Vigilances, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, aux torts du titulaire, tout ou partie du marché si celles-ci mettaient sans conteste en cause une prestation objet du marché.

## **V.2 - EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 40.1 du C.C.A.G., l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

## **ARTICLE VI – DEROGATIONS AU CCAG – FCS**

Le présent CCP déroge aux dispositions suivantes du CCAG – FCS :

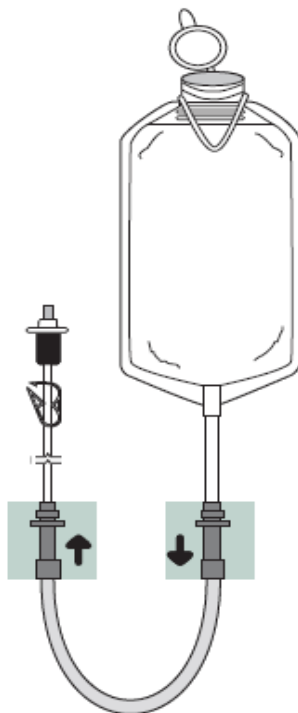
<b>Article du CCAG- FCS</b>	<b>Article du CCP</b>	<b>Objet</b>
14.1	III 3.4	Pénalités de retard
28.2	III 4.1	Admission / Opérations de vérification

## ARTICLE VII – DESCRIPTIF TECHNIQUE

Le descriptif technique de l'ensemble stérile poche et tubulures est le suivant :

### Description générale

La demande porte sur une poche à goulot large en haut, avec un jeu de tubulure pouvant s'adapter à une pompe Baxa Repeater™ (Baxter) ou à une pompe Smartpump™ (Added Pharma). En effet, l'unité de préparation dispose de ces 2 types de pompe. L'ensemble doit être proposé stérile et ne pas comporter de phtalates dans sa composition. Il est destiné à la répartition en milieu stérile de diverses solutions huileuses stériles en flacons de collyre.



### Description détaillée

#### Poche :

La poche devra avoir une contenance minimale de 1500mL. Elle sera transparente pour permettre de voir son contenu et de surveiller le volume résiduel. Elle comportera en partie supérieure un goulot large permettant le remplissage, ce goulot sera refermable. La poche comportera un dispositif permettant de la suspendre à un crochet ou une potence.

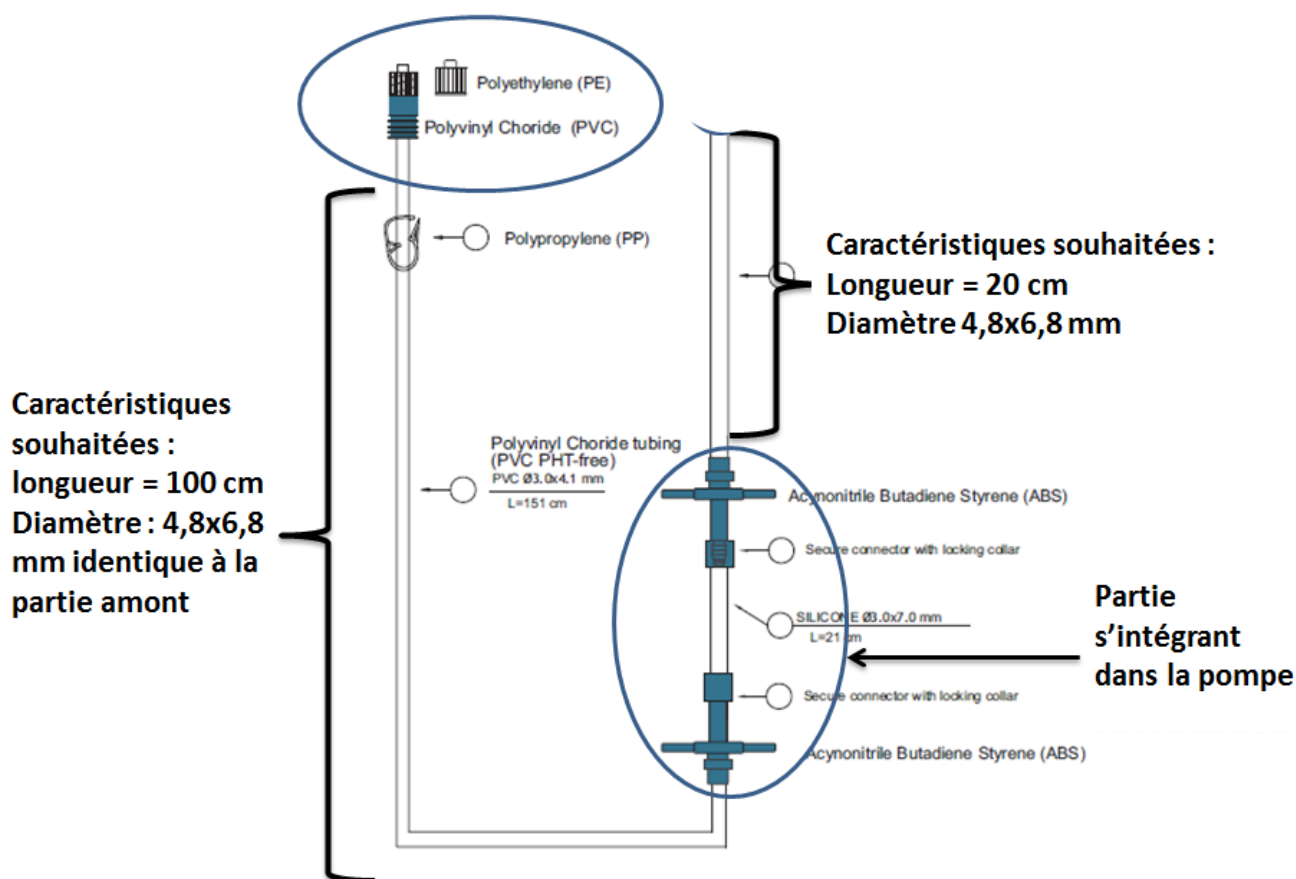
La poche sera en matériau ne contenant pas de DEHP (PVC sans DEHP ou polyéthylène ou polyoléfine ou EVA ou tout autre matériau transparent souple ne contenant pas de DEHP)

#### Tubulures :

Les caractéristiques de longueur, de matériau et de diamètre de la partie « tubulures » sont décrites dans la figure ci-dessous.

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	11/13

La partie aval de la tubulure disposera d'un clamp. La sortie comportera un embout luer ou luer-lock.



La société pourra fournir un minimum de 4 échantillons stériles ou non stériles du produit proposé afin de permettre sa validation par les utilisateurs s'il y a eu des modifications par rapport au produit déjà connu.

#### Quantité annuelle estimée

500/800 kit poches + tubulures

#### LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La fourniture et les prestations associées, s'il y a lieu au titre de la présente consultation sont conformes à la législation et à la réglementation en vigueur à la date de leur exécution.

Le candidat doit fournir les **attestations de conformité en cours de validité** correspondantes, et en particulier :

- le certificat de marquage CE et ses annexes délivrées par un organisme notifié, au sens de la directive 93/42/CE du 14 juin 93 modifiée, de la directive 90/385/CEE du 20 juin 1990 modifiée, de la directive 2007/47/CEE du 5 septembre 2007, ainsi que toutes les déclarations CE de conformité correspondantes
- pour les dispositifs médicaux compatibles, le cas échéant, les éléments de démonstration de la compatibilité revendiquée entre les dispositifs médicaux

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	12/13

- les éléments justifiant le degré de conformité aux normes françaises, européennes ou autres normes reconnues équivalentes des différents produits proposés

AP-HP	Consultation n° 25-DU103CCH	MAPA
GHU PARIS CENTRE – UPC	Dernière mise à jour du 26/02/2025	13/13